



Réunion de La Convention  
Dimanche 10 mars 2024  
Paris, salle Olympe de Gouges

Allocution de Baptiste Bondu, pour le Collectif Télémaque

Chers amis,

Hors de cette salle, qui réunit des soutiens de l'Europe – nous l'avons entendu -, il n'est pas facile de défendre l'Europe.

Tout autour de nous, dans nos familles, dans nos milieux professionnels, revient régulièrement le discours qui veut que l'Europe soit la source d'une grande partie de nos maux.

Normes inapplicables, concurrence déloyale, contraintes budgétaires excessives, remise en cause des spécificités locales et des produits de nos terroirs. Il y a toujours une bonne raison de critiquer l'Europe.

Prenons garde à ce que ces critiques, parfois justifiées sur tel ou tel point, et auxquels il faut pouvoir répondre, ne conduisent pas à la conclusion que la France se porterait mieux sans l'Europe ou, à tout le moins, avec moins d'Europe.

Car ce serait une erreur funeste. Nous n'avons sans doute jamais eu autant besoin d'Europe.

Et ce n'est pas là une posture idéologique, déconnectée de la vie réelle. C'est pour des raisons très concrètes qui touchent tout un chacun.

Qu'est-ce que la France sans l'Europe face aux grandes puissances, Etats-Unis, Chine, mais aussi Inde, Brésil et, bien-sûr, Russie ?

Qu'est-ce que la France peut seule dans la négociation d'accords commerciaux avec ces super-producteurs et ces super-consommateurs dont nous sommes structurellement interdépendants mais qui, grâce à la puissance que représente l'Europe, peuvent se voir contraindre à des normes sociales et environnementales ?

Qu'est-ce que la France peut seule face à ces puissances militaires, dont l'agression contre l'Ukraine ou demain peut-être contre Taïwan ne sont que les signaux les plus visibles, alors qu'elles s'ingèrent déjà partout dans le monde, et jusque sur notre sol dans les cyberattaques et via les réseaux sociaux ?

Qu'est-ce que la France sans l'Europe pour créer un bras de fer avec les multinationales, avec les GAFAM, pour leur imposer une juste taxation et le maintien de la propriété de nos données numériques ?

Qu'est-ce que la France sans l'Europe pour engager les investissements considérables notamment dans le champ scientifique et technologique – certains parlent d'un nouveau projet Manhattan – qui sont encore devant nous pour transformer radicalement notre production agricole et industrielle afin de la rendre moins émettrice en carbone et plus compatible avec la biodiversité ?

Qu'est-ce que la France sans l'Europe pour répondre au défi migratoire – de l'accueil et la répartition des réfugiés sur l'ensemble du territoire européen à la nécessaire régulation en lien avec les pays d'origine ?

Chers amis,

Nous sommes à un tournant.

Les défis sont immenses et ils passeront nécessairement par des efforts de chacun.

Nous parlons là de vie et de mort. La guerre est à nos portes. Le climat se dérègle sous nos yeux. La

biodiversité décline. Les régimes anti-libéraux voire dictatoriaux se multiplient et tendent à devenir un nouveau modèle politique.

Dans ce contexte, n'est-il pas dangereux de prôner le repli, alors que l'on sait, en conscience, que la France seule sera impuissante ?

La gauche française doit se ressaisir. Elle doit avoir le courage de porter ce discours de vérité sur l'état du monde et sur la nécessité de s'unir, au niveau européen, pour y faire face.

Cela demande de la pédagogie, face aux discours simpliste, pour que expliquer que, non, l'agneau de Sisteron n'est pas forcément mis en danger par l'accord commercial avec la Nouvelle-Zélande, que, non, une agriculture plus écologique n'est pas une faiblesse mais peut être une force à la fois dans le commerce mondial et pour préserver notre souveraineté alimentaire à long terme, que, non, la cour européenne des droits de l'homme n'est pas une entrave mais une garantie supplémentaire pour les droits et libertés des résidents et citoyens du grand espace européen, au-delà de l'Union européenne, incluant, jusqu'à peu, la Russie ?

A quelques dizaines de mètres d'ici se trouve la statue d'un grand homme. Ancien député du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, figure s'il en est du Front populaire, on oublie parfois que Léon Blum fut un fervent partisan de l'Europe.

Comme il l'écrivait dans *À l'échelle humaine*, son livre testament, paru aux lendemains de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, la France doit choisir entre « l'autarcie despotique » - car l'autarcie, selon lui, ne va pas sans le despotisme – et l'inclusion comme partie d'un « tout universel », celui de l'Europe, d'abord, et celui du monde.

À l'heure où l'extrême-droite, en France, en Europe et dans le monde, conquiert les cœurs, avec des promesses illusoires d'autarcie, de capacité à tout mieux faire tout seul, n'oublions pas cette forte pensée de celui qui connut de si près les errements et les tragédies politiques du 20<sup>e</sup> siècle : l'autarcie conduit au despotisme.

Et souvenons-nous aussi, à l'heure où c'est le modèle européen de démocratie et de liberté qui est en jeu dans la guerre entre l'Ukraine et la Russie, que Léon Blum, face à Paul Faure, premier secrétaire du parti socialiste de l'époque, ne fut pas munichois et appela à l'effort de guerre.

Chers amis,

Nous nous sentons parfois seuls pour défendre l'Europe, et les enjeux sont gigantesques, mais la conviction d'une juste cause doit nous donner du cœur à l'ouvrage.

Je vous remercie.